



Si l'on peut considérer que le contexte économique s'est quelque peu amélioré en 2017, il n'en reste pas moins que les effets sur les catégories populaires et sur la réduction des inégalités ne sont pas palpables. Comme le souligne justement l'avis du CESER, notre Région reste l'une des régions au plus fort taux de pauvreté. C'est pourquoi les politiques publiques doivent viser en priorité à répondre aux besoins de ces populations tant en matière de formation, de services publics, de transports, de logements, d'aménagement du territoire, etc... Ainsi, le Compte administratif, traduction de la politique conduite par l'exécutif régional tout au long de l'année 2017 devrait refléter une telle priorité.

Or, il n'en est rien...

Fidèle aux orientations contenues dans le budget primitif, le compte administratif traduit la priorité donnée aux aides en direction des entreprises en matière économique, l'abandon de pans entiers de la population en matière de formation professionnelle (tous ceux non immédiatement employables), de lutte contre l'illettrisme, de politique de la ville, de logement, de soutien à la culture ou aux sports, la priorité donnée aux transports routiers en dépit des discours lénifiants sur la COP d'avance, etc...

Dans le même temps, comme le souligne justement l'avis, les investissements sont en panne si on excepte l'achat discutable d'immeubles de bureaux pour les services de la Région. Pourtant, les investissements publics sont porteurs de projets d'avenir. De là à faire le constat que l'exécutif régional n'est porteur d'aucune vision d'avenir pour notre Région, il n'y a qu'un pas que nous franchissons ! Pourtant les dépenses d'éducation, de santé, de logement, de recherche ... sont essentielles à la croissance économique. Bien plus utiles, en tous cas que les aides et les exonérations en tous genres accordées aux entreprises, sans réel retour.

L'objectif de la Région semble être de donner satisfaction aux agences de notation en optimisant coûte que coûte l'épargne brute, sans réel succès d'ailleurs malgré les jeux d'écriture comptable dénoncés en réunion de commission (la TICPE Grenelle, recette d'investissement intégrée en recette de fonctionnement par exemple) ou le non versement cumulé de 72 millions d'euros à la SNCF sur ces deux dernière années qui a permis d'afficher un redressement artificiel de l'épargne brute.

Nous partageons la conclusion de l'avis du CESER sur l'incapacité de l'exécutif régional à tenir ses engagements sur les comptes de la collectivité alors que dans le même temps la réponse aux besoins des populations de PACA est en recul. L'augmentation croissante du stock d'Autorisations de Programmes non budgétisées ou non mandatées est une illustration de cette dérive.

Les groupes CGT et FSU voteront l'avis car ils en partagent globalement le contenu.